

# MANIFESTATION

# POUR LE DROIT AU LOGEMENT

**SAMEDI 05 AVRIL 2025  
14H30 GRAND PLACE - LILLE**

A l'appel de :

APU Fives - APU Moulins - APU Vieux Lille - CLCV Hts de France - CNL 59 - Collectif MNA Bois Blancs - Collectif  
Solidarité Roms Lille Métropole - CSF 62 - CSP59 - DAL 59 - Fondation pour le Logement des Défavorisés - INDECOSA  
CGT 59 - LDH Section Lille - UTOPIA 56.



**LOGEMENT POUR TOUTES ET TOUS  
NI EXPULSION NI EXCLUSION**

**Cet hiver, les expulsions des lieux de vie informels se sont poursuivies, tandis que les mineur.es à la rue des Bois Blancs, ou encore les personnes et familles hébergées dans des gymnases dans le cadre du « plan grand froid » ont dû se mobiliser face aux pouvoirs publics pour empêcher leur expulsion et faire valoir leur droit à un hébergement pérenne et adapté.**

**A partir du 1er avril, les expulsions locatives vont reprendre avec leur lot de familles mises à la rue par la police, les huissiers et les déménageurs.**

**3000** familles de l'agglomération lilloise reçoivent chaque année une assignation en justice de la part de leur propriétaire en vue de les expulser de leur logement, soit 8 ménages par jour, 250 par mois.

**3000** c'est également le nombre de personnes déjà à la rue, en squat ou en bidonville dans la métropole lilloise.

Au-delà des chiffres, la situation du logement est déjà dramatique et s'aggrave d'année en année. Comme en témoignent au quotidien les milliers de familles accompagnées par nos associations.

Les politiques publiques en faveur de la prévention des expulsions ne sont pas à la hauteur de l'enjeu social que représente le droit au logement. Or, nous savons qu'il est possible de **rompre avec l'expulsion comme seule solution** : les mesures prises pendant la crise sanitaire ont permis de réduire drastiquement les expulsions pendant deux ans.

**Depuis, tout est revenu à l'anormal :**

- **Des loyers et des charges impayables**, qui augmentent toujours plus vite que les revenus. Dans la métropole lilloise, près de 70 000 familles attendent un logement social, soit 12 000 de plus qu'il y a 5 ans.

- **Construction de logements trop chers** : parmi ces demandeurs de logements sociaux, 77 % sont éligibles aux logements dits très sociaux (PLAI). Or, entre 2017 et 2021, sur les 11 985 logements sociaux mis en service dans la MEL, on comptait seulement 2 202 PLAI.

- **Toujours moins de nouveaux logements sociaux** : le nombre de logements sociaux agréés dans la MEL est de seulement 675 logements en 2024 (hors logements intermédiaires ou construits en compensation des démolitions), soit une chute de 70% depuis 2017. Cette insuffisance va encore accroître les difficultés à se loger dans la métropole lilloise.

- **Démolition de logements en bon état et souvent grands et pas chers** : le plan de rénovation urbaine dans notre métropole suscite de nombreuses mobilisations d'habitant.es à l'Alma et l'Epeule à Roubaix, aux Aviateurs à Lille et dans de nombreux autres quartiers.

**-Insuffisance structurelle d'hébergements adaptés**

## **NOUS REVENDIQUONS :**

- **Mettre fin aux expulsions sans solution de relogement, ou en dernier recours d'hébergement, et respecter les droits des habitant-es de bidonvilles**

- **Renforcer l'accompagnement juridique des personnes menacées d'expulsion**

- **Abonder les aides en faveur des personnes en situation d'impayé locatif (charges comprises) ou dont le loyer est incompatible avec leurs ressources**

- **Relancer une politique de résorption des lieux de vie informels pour garantir l'accès au logement**

- **Assurer une offre d'hébergement à la hauteur des besoins immédiats, appliquer les principes d'inconditionnalité et de continuité de l'accueil**

- **Agir sur les causes de l'accroissement des impayés locatifs : relance de la production de logement social réellement accessible, renforcement de l'encadrement des loyers et de son contrôle, amélioration de la qualité thermique des logements.**